

Je passe maintenant à l'International Harvester Company dont les jours semblent comptés. Je me souviens fort bien de cette compagnie. Un des principaux secteurs de croissance au Canada est la collectivité agricole, mais nous découvrons que Massey Ferguson et International Harvester n'ont aucune demande pour leur produit. Pourquoi la demande a-t-elle baissé? Est-ce parce que nous avons besoin de moins de choses? Non. Non, c'est que les agriculteurs ne peuvent pas absorber les taux d'intérêt élevés. Ils n'ont pas les moyens d'acquérir des moissonneuses batteuses, des tracteurs et les autres instruments aratoires dont ils ont besoin, parce que le fardeau de l'intérêt est tout bonnement trop lourd à porter. Même avec des subsides, ils sont encore fort loin de ce qu'ils tirent de la vente de leurs produits, quels qu'ils soient.

M. Darling: Sans compter l'amortissement réduit.

M. Deans: C'est vrai. Deux secteurs industriels sont minés par ces mêmes taux d'intérêt élevés.

L'industrie du verre a connu un revirement marqué. J'ai parlé à un homme qui avait travaillé 28 ans dans ce secteur. Il râtelait de l'herbe morte. Il m'a abordé et m'a dit: «Jan, je n'ai jamais touché de l'assurance-chômage. Je ne sais même pas comment il faut faire pour l'obtenir. Une chose que je sais de façon certaine, c'est que la société pour laquelle je travaillais n'est pas près de rouvrir ses portes». Elle a fermé parce qu'elle ne pouvait absorber les taux d'intérêt élevés qu'il lui fallait payer pour maintenir le stock dont elle avait besoin pour être concurrentielle. C'était une petite entreprise. Les taux d'intérêt actuels et les coûts de production étaient trop élevés pour que son produit soit concurrentiel. Elle a donc fermé ses portes, probablement pour toujours.

Je me suis entretenu avec des détaillants. Ils m'ont dit en toute franchise qu'ils ne peuvent pas garder dans leur magasin un éventail suffisamment complet de produits pour concurrencer les grands magasins à rayons. Pourquoi ne le peuvent-ils pas? Parce que les taux d'intérêt sont élevés. Ils n'ont pas les moyens d'emprunter à la banque et ils doivent acheter les produits comptant. Ils ne disposent en fait que d'un délai très bref pour les payer, qu'ils les revendent ou non. Ils sont donc obligés d'emprunter à des taux d'au moins 20 p. 100 et de hausser leurs prix d'autant.

Ils ne disposent d'aucun accord de financement interne, eux. Ils se sont endettés beaucoup plus que ne leur permettait leur situation financière, d'une année à l'autre. La majorité des petits détaillants ne font pas tellement d'argent. Ils ne gagnent pas autant que les 10 p. 100 de salariés qui sont les mieux payés. En fait, ils gagneraient autant que les 50 p. 100 d'entre eux qui sont les moins bien payés. S'ils sont en affaires, c'est qu'ils aiment leur indépendance. Mais l'indépendance coûte cher de nos jours. Les 20 p. 100 d'intérêt qu'ils doivent verser à la banque, à cause précisément de la politique des taux d'intérêt élevés du gouvernement, constituent une perte de revenu qu'ils ne peuvent pas se permettre.

Le gouvernement actuel me demande de lui faire confiance et d'approuver ses emprunts supplémentaires. Ma réponse est non. Je ne puis approuver des emprunts supplémentaires, parce que je n'ai aucune confiance dans le gouvernement actuel. Il y a tellement longtemps que je ne lui fais plus confiance que je ne sais plus quand je lui ai fait confiance pour la dernière fois.

J'ai toujours trouvé extraordinaire que les conservateurs puissent accorder une telle confiance au gouvernement libéral.

Depuis quatre ans que je siége ici, je me demande encore pourquoi les conservateurs votent régulièrement avec le gouvernement. Nous sommes 33 néo-démocrates qui livrons quotidiennement bataille pour freiner le gouvernement actuel; mais chaque fois qu'il y a un vote à la Chambre des communes, les conservateurs appuient les libéraux contre les Canadiens. Je sais que vous faites le calcul des votes, monsieur l'Orateur. Vous savez donc pertinemment qu'entre octobre et février les conservateurs et les libéraux ont voté de la même façon, la main dans la main, à 26 occasions différentes et ce, contre les intérêts des Canadiens.

• (1540)

Une voix: La vérité choque.

M. Deans: Par contre, même si les néo-démocrates admettent que de temps à autre le gouvernement présente une mesure valable, ils ne l'ont appuyé qu'à 13 occasions pendant la même période. Cela en dit long sur qui couche avec qui et qui sont les véritables âmes sœurs.

Il n'y a aucune différence entre les conservateurs et les libéraux. Sur les 39 votes qui ont eu lieu à la Chambre des communes—votes qui dans bien des cas portaient sur des mesures diamétralement opposées à la volonté des Canadiens—les conservateurs ont appuyé les libéraux à 26 reprises. C'est honteux! Il n'est pas étonnant qu'ils rougissent. Il y a de quoi être gêné!

Des voix: Oh, oh!

M. Deans: Je vous le dis, monsieur l'Orateur, si jamais j'entends la moindre allusion de la part de députés conservateurs au sujet d'une coalition entre néo-démocrates et libéraux, si jamais ils ont le culot...

Des voix: Oh, oh!

M. Deans: Croiriez-vous que le gouvernement a littéralement enlevé à notre pays la chance de produire pour lui-même? Il pratique les taux d'intérêt les plus élevés qu'on puisse imaginer. Il suit pratiquement la même politique que l'ancien ministre des Finances du gouvernement conservateur, que le critique actuel du parti conservateur en matière financière et il se rallie inconditionnellement aux initiatives de Gerald Bouey.

Des voix: Oh, oh!

M. Deans: Je me souviens—et le compte rendu en témoignera—que le ministre des Finances du gouvernement conservateur a déclaré: «Si je faisais encore partie du gouvernement, j'approuverais la politique d'argent cher de Gerald Bouey.» Je me souviens que le député d'Etobicoke a déclaré à Montréal: «Nous pensons que la politique des taux d'intérêt élevés du ministre des Finances est réellement celle qu'il convient de suivre.»

Pour qu'il n'y ait aucun malentendu dans l'esprit de personne, monsieur l'Orateur, je tiens à préciser que nous ne croyons pas à la politique d'argent cher que pratique actuellement le parti libéral au pouvoir et qu'approuve chaque fois qu'il en a l'occasion le parti conservateur qui est aujourd'hui dans l'opposition. A notre avis, la politique d'argent cher n'est pas dans l'intérêt du Canada. Nous ne croyons pas que ce soit dans l'intérêt de nos concitoyens en tant que particuliers. Nous pensons que cette politique contribuera uniquement à freiner davantage l'élan industriel qui est indispensable à l'avenir de